

La Belgique maintient la pression sur Bujumbura

Deutsche Welle, 13.09.2016 Les autorités belges disent "non" à la demande de levée des mesures de suspension de l'aide au développement concernant le Burundi. Pour Bruxelles, la situation politique n'a pas fondamentalement changé dans le pays. Selon Alexander De Croo (photo), Ministre belge de la coopération au développement "il n'y a plus de liberté d'expression, d'association ou de réunion au Burundi où la situation économique ne cesse de se dégrader fortement."

Alexander De Croo a par ailleurs rappelé le rejet par Bujumbura de la décision du Conseil de Sécurité des Nations-Unies, qui a tenté - sans succès - d'envoyer une force policière de 250 hommes. En plus, les autorités burundaises refusent toute forme de dialogue avec l'opposition en exil. "Pour toutes ces raisons, la Belgique ne peut revoir sa décision", a déclaré le ministre belge. Cet avis est partagé par la députée socialiste belge au Parlement européen, Arena. "À la longue c'est surtout pour faire en sorte que le président Nkurunziza se rende compte qu'il n'est pas le seul maître à bord sur sa population. Et que sa population a des droits. Oui, les sanctions ont des effets, ça prend du temps mais il faut qu'on continue à mettre la pression sur le Burundi. Mais on serait plus fort si les pays africains voisins exerçaient les mêmes pressions. On a pas vu de signes positifs de la part du Burundi. Donc, il nous semble que les sanctions doivent être maintenues à l'égard du Burundi" Depuis l'année passée l'économiste burundais, Léon Ndayizeye, professeur d'université à Bujumbura, prônait que l'aide budgétaire internationale est une nécessité pour éviter une crise économique sans précédent. "Vous savez nous avons un budget financé par l'extérieur à plus de 50% environ. Et si les bailleurs, les amis du Burundi ne revenaient pas. Si l'aide internationale diminuait sensiblement, je crains fort...la capacité d'épargne intérieure est aujourd'hui très faible. Le pouvoir d'achat a diminué si bien que l'épargne intérieure est très très faible pour permettre une quelconque activité sur fonds propres au Burundi" Le prolongement de la crise politique sur fond d'assassinats ciblés a provoqué la fuite de plusieurs milliers de Burundais vers les pays voisins. Des jeunes miliciens proches du pouvoir burundais et des policiers se sont livrés à des viols collectifs répétés sur des femmes considérées comme proches de l'opposition, depuis le début de la crise en avril 2015, a dénoncé Human Rights Watch (HRW).